Le 15 juin 2012, à l'initiative de la Formation Léon Lesoil, l'asbl culturelle de la LCR, c'est dans une salle bien remplie de la FGTB de Liège que Daniel Piron, secrétaire régional de la FGTB de Charleroi-Sud Hainaut, est venu expliquer, devant une centaine de participant/e/s, le sens et les objectifs de l'Appel qu'il a lancé, le premier mai dernier à Charleroi, au nom de l'ensemble des centrales de la régionale FGTB. A la même tribune, Nico Cué, secrétaire général des Métallos FGTB Wallonie-Bruxelles, allait appuyer et conforter cet Appel.

Dans la salle, les secrétaires des régionales de la FGTB de Verviers et Namur, des délégué/es syndicaux, des militant/e/s des organisations de la gauche radicale-LCR, PTB, PC, PSL-, du Mouvement de Gauche également, des mouvements sociaux ou encore des personnes qui aspirent à la mise en œuvre d'une véritable alternative anticapitaliste et au rassemblement des forces de gauches pour la concrétiser.

Appel à un rassemblement politique à gauche du parti socialiste et d'Ecolo

« Il faut le dire clairement, signale d'emblée Daniel Piron, le Parti socialiste ne représente plus pour nous aujourd'hui le relai naturel de la FGTB ». Et d'évoquer, ces 20 dernières années, avec le retour des socialistes au gouvernement, la réforme de l'enseignement durement payée par les enseignants, le plan global, le pacte des générations, le contrôle de la disponibilité des chômeurs, et, pour couronner le tout, les décisions budgétaires 2012 du gouvernement Di Rupo 1er, « ce plan d'austérité et de régression sociale le plus dur qu'on ait connu, avec ce bain de sang social surtout pour les chômeurs ». « Après la grève générale de fin janvier 2012, continue le secrétaire régional de la FGTB de Charleroi, nous avons tenu une assemblée des militants syndicaux. Nombre de ceux-ci, en proximité avec le PS, ont dit « le PS nous a trahis ».

Daniel Piron a précisé le sens de l'appel du 1er mai : appel à **un rassemblement politique à**

gauche du PS et d'Ecolo . « Ce que nous voulons, ce n'est pas pousser à la création d'un parti de plus à gauche, mais de fédérer à la gauche du PS et Ecolo. Il y a là des forces vives, actives, militantes et anticapitalistes porteuses d'espoir pour le monde du travail ».

Appel sans exclusives

: « la FGTB de Charleroi a rencontré d'abord la section du Hainaut de la LCR, suite à la lettre ouverte, adressée aux syndicalistes par la Ligue Communiste révolutionnaire. Nous sommes en contact également avec le PTB, le PC, PSL ; et puis, on peut aussi rallier des militant/e/s de la gauche chrétienne, également du PS, d'Ecolo, déçus, sans pour autant faire un rassemblement des déçus ».

Appel à un rassemblement sur la base d'un programme anticapitaliste : «

C'est en toute indépendance syndicale –car le syndicat n'a pas vocation d'être un parti-, mais sur la base d'un programme syndical anticapitaliste, déjà présent, pour une bonne part, dans les congrès de la FGTB wallonne, que nous allons continuer à interpeller les organisations et les militants de la gauche de gauche ».

Un appel à concrétiser, mais pas de manière précipitée

: « il faut prendre le temps de dialoguer avec l'ensemble des forces de gauche, ce que nous ferons après les élections communales. Mais, l'urgence est là également. Attention à l'extrême-droite ! ».

Nico Cué enchaîne sur le constat fait par Daniel Piron : « le PS est au pouvoir depuis 25 ans. Après le plan global, la norme salariale en 1996, le Pacte des générations, soi-disant pour garantir l'avenir des plus jeunes, nous voici maintenant avec un plan d'austérité, de régression sociale du gouvernement Di Rupo, un programme du MR au carré ! ». Et de souligner, lui aussi, les violentes attaques contre les chômeurs : « Plus de 100 000 personnes vont voir, dans les deux prochaines années, leurs indemnités de chômage diminuer de manière drastique ; 30 000 jeunes vont perdre leurs indemnités de chômage. Est-ce que la situation économique justifie de telles mesures ? Non ! ». « A la FGTB Métallos Wallonie-Bruxelles, continue son secrétaire général, on considère que nous sommes dans un changement de régime. C'est le président de la Banque centrale européenne lui-même, Mario Draghi, qui le dit en proclamant que le modèle social européen est mort. Un « modèle » établi après la 2ème guerre mondiale entre patronat, syndicats et gouvernements, impliquant une répartition plus ou moins équilibré des fruits de la croissance, de la production des richesses. C'en est fini : le grand capital et la dictature des marchés en ont décidé autrement ». Nico Cué souligne également un autre aspect de ce changement de régime : « Est-on encore en démocratie ? L'Europe, la commission européenne, le Conseil européen sont en train d'imposer, avec la fameuse « règle d'or », des mesures d'austérité à l'ensemble des pays, sans que les parlements nationaux, démocratiquement élus, aient leur mot à dire ». Des parlements dans lesquels nos élus courbent la tête devant les diktats européens !

« On a un énorme besoin d'une alternative politique à gauche, une vraie alternative

anticapitaliste », souligne notre syndicaliste. Et de lancer un appel : « Il est temps qu'on prenne bien conscience qu'il faut se rassembler à la gauche du PS. Il est grand temps que les organisations de la gauche de gauche arrêtent de se diviser, de penser dans sa chapelle, d'avoir raison contre les autres ».

Un débat constructif !

Le PS en a pris pour son grade ! « La politique social-démocrate a viré au social-libéralisme », constate un ancien secrétaire régional de la FGTB ; le relai politique du PS, « sans nous ce serait pire, ce serait le bain de sang social », a servi à faire passer des mesures de plus en plus antisociales ». Un délégué syndical parle du « pire plan d'austérité de l'après-guerre » et y va d'une réflexion quelque peu truculente : « Les cadres du MR n'ont plus besoin de viagra, parce qu'ils bandent tous les jours ». Un autre délégué pose la question aux deux orateurs: « l'appel au rassemblement politique de gauche a-t-il pour fonction d'être un aiguillon du PS ? Celui-ci peut-il encore se replacer dans la défense inconditionnelle des travailleurs ? ».

« Nous sommes bien dans un basculement du monde », constate un autre intervenant. Au-delà des mesures d'austérité, c'est la destruction de tous les acquis du mouvement ouvrier depuis la 2ème guerre mondiale dont il s'agit ». Et d'ajouter : « comme le souligne la lettre ouverte de la LCR aux syndicalistes, ce gouvernement, comme les autres en Europe, veut casser la résistance du mouvement syndical, pousser les syndicats dans le coin pour lancer demain des attaques encore plus grandes. Il y a, dans plusieurs pays, de grande mobilisations sociales, des grèves générales, mais elles butent contre le mur du pouvoir en place. Le verrou est politique ».

Une grande partie du débat porte précisément sur le sens, la concrétisation de l'Appel à un rassemblement politique des forces à la gauche du PS et Ecolo, son caractère anticapitaliste, sa résonnance actuelle dans le mouvement syndical, les initiatives en cours et à poursuivre.

Attention à la précipitation, mais aussi à la lenteur, car il y a des opportunités à savoir saisir ! Attention à l'électoralisme, d'où l'importance d'articuler le débouché politique avec les luttes sociales.

Une autre réflexion largement partagées par plusieurs interventions : « Ce qui est fondamentalement différent de ce qu'on a connu jusqu'à présent, c'est que cet appel vient du

mouvement syndical lui-même et qu'il place les organisations de la gauche anticapitaliste devant leurs responsabilités. Cette responsabilité pourrait par exemple se concrétiser, à l'initiative des porteurs de l'Appel syndical, en des actions, des mobilisations unitaires sur les principales attaques actuelles du gouvernement et du patronat, la suppression et la dégressivité des allocations de chômage, les prochaines mesures budgétaires, par exemple ».

« Il faut se dépêcher lentement » !

Daniel Piron et Nico Cué, sur la même longueur d'onde, allaient, en conclusion, apporter quelques éléments de réponse aux questions et aux nombreuses interventions.

« Un sursaut à l'intérieur du PS, on aimerait bien, mais nous n'y croyons pas. Le rassemblement auquel nous voulons travailler, en toute indépendance syndicale,

c'est bien pour nous la construction d'une force politique de gauche anticapitaliste, crédible, unitaire pour concrétiser une véritable alternative, pas seulement sur la plan électoral, mais pour agir et peser sur le terrain, dans la lutte de classe, une lutte qui va être de plus en plus dure ».

« Il faut se dépêcher lentement », souligne Nico Cué. « Il faut s'accorder sur le rythme, car nous sommes dans un tournant historique. Si on ne saisit pas ce moment, je ne donne pas cher pour que, dans les 5 années qui viennent, on ne se retrouve en prison pour des faits de grèves, pour des actions syndicales un peu musclées. Voyez Mme Milquet, notre ministre de l'Intérieur, qui, après les incidents de Molenbeek, fait le forcing pour interdire les organisations radicales ». Et d'insister à nouveau sur la responsabilité des organisations de la gauche radicale.

« Ca commence à bouger au sein de la FGTB », soulignent nos deux syndicalistes. Au-delà de la FGTB de Charleroi, l'Exécutif des Métallos FGTB est dans cette démarche ; la Centrale Générale lance le débat et à la FGTB wallonne, on en discute également. Mais, pour nos deux syndicalistes, l'important aujourd'hui, « c'est de mener un débat en profondeur en interne, dans

les structures syndicales, jusque dans les entreprises ».

« L'histoire nous donnera raison », conclut Daniel Piron. « Un plan de relance comme nous le voulons, ça ne se fera pas. Le gouvernement a décidé d'aller trouver encore quelque 15 milliards d'euros, d'ici 2015, pour combler le déficit budgétaire. Cela va encore donner une plus grande résonnance à notre Appel.

En attendant, on ne se croise pas les bras. Nos orateurs ont annoncé la préparation de mobilisations syndicales pour la mi-septembre.

A nous d'être à leurs côtés !